

Regards croisés sur la mondialisation et l'économie de marché

Parallèlement à la crise financière de 2008, le processus de mondialisation a non seulement entamé la prospérité des économies occidentales, mais a surtout ébranlé psychologiquement leur confiance en elles. Alors que la plupart des pays inscrits dans le système économique mondialisé sont sortis de la récession avec plus ou moins de succès et que le risque de banqueroute des économies européennes s'éloigne, il apparaît intéressant de se demander dans quelle mesure les turbulences du système capitaliste ont impacté les opinions publiques. Pour ce faire, nous nous appuyerons sur une récente enquête internationale de l'IFOP¹ nous permettant de comparer l'état des opinions des pays émergents tels que le Brésil et la Chine avec celui des pays de l'OCDE, en particulier de la vieille Europe en proie à des craintes tenaces vis-à-vis de leur statut de puissance économique. Au sein même des pays européens, la culture politique et les situations économiques hétérogènes laissent apparaître des niveaux d'inquiétude variables impactant les perceptions du modèle capitaliste et de la mondialisation.

1. Une perception par l'opinion publique de la situation économique assez conforme à l'état réel de la conjoncture ... et donc très différente selon les pays

Alors que la crise a été mondiale, on est frappé par les différences de jugements formulés selon les pays. Trois groupes se dessinent, donnant à voir une géographie qui ne correspond que partiellement au clivage économies développées/ pays émergents :

- Dans quatre pays, la situation semble toujours très critique et une majorité absolue ou relative de la population estime que leur pays est encore en pleine crise. Il s'agit de l'Italie, de la France, des USA et de la Grande-Bretagne. Il est ainsi intéressant de constater que, pour les Américains, les Etats-Unis du Président Obama semblent aussi sinistré qu'en France.
- Les Pays-Bas et la Pologne apparaissent comme deux pays européens « en convalescence » : le premier, appartenant à la vieille Europe mais ancré dans une tradition très exportatrice, demeure un bon élève de la zone Euro, tout comme la Pologne, nouvellement intégrée dans l'Union Européenne, et qui présente une croissance pour 2010 bien supérieure à la moyenne des pays européens (4,7% par rapport au 3e trimestre de 2009).

¹ Enquête IFOP pour *La Croix* réalisée du 8 au 22 décembre 2010 auprès d'échantillons représentatifs de la population française (604 personnes), britannique (600 personnes), américaine (605 personnes), italienne (600 personnes), allemande (600 personnes), australienne (600 personnes), néerlandaise (600 personnes), polonaise (603 personnes), chinoise (604 personnes) et brésilienne (607 personnes) selon la méthode des quotas.

- Enfin, pour les quatre derniers pays couverts par notre enquête, la crise est passée même si cela reste difficile. Ce groupe voit cohabiter deux pays émergents, le Brésil et la Chine, avec l'Australie et le maillon fort de l'Europe, l'Allemagne. Les Allemands apparaissent d'autant plus en phase avec la réalité de leur économie que si la situation était jugée encore critique par une majorité d'entre eux en septembre dernier (même si les Allemands affichaient un plus faible pessimisme que leurs voisins européens), ils ont accompagné le récent passage au vert des indicateurs économiques par une poussée d'optimisme toute aussi fulgurante que le redressement de leur économie. Cette amélioration est assez spectaculaire et singulière car elle s'est produite en quelques mois seulement et elle n'a été observée nulle part ailleurs en Europe.

Si la sortie de la récession est donc plus ou moins perceptible selon le pays dans lequel on se trouve, une idée force semble pour autant s'imposer partout, c'est le fait qu'une nouvelle crise économique et financière est hautement probable dans les prochains mois ou les prochaines années. Ce pressentiment assez anxiogène varie toutefois selon le pays, une large majorité ressent néanmoins cette épée de Damoclès que ce soit dans les pays en « sortie de crise » comme la Pologne (66%) ou les Pays-Bas (67%), les émergents (75% au Brésil et 77% en Chine) et l'Allemagne (79%) et bien entendu dans les pays les plus moroses comme la Grande-Bretagne (88%) et la France (91%). Notre pays figurant ici encore, comme la lanterne rouge des pays développés. Et alors que certains experts évoquent la sortie de crise, il est intéressant de constater que dans les pays européens (Pays-Bas exceptés), l'éloignement de la crise déclenchée à l'automne 2008 se traduit par une crainte accrue d'une nouvelle crise et non pas le contraire. C'est particulièrement frappant en Grande-Bretagne où 71% des personnes interrogées en janvier 2010 pensaient fortement probable le déclenchement d'une nouvelle crise, ce score est ensuite monté à 81% en septembre 2010 puis à 88% en décembre dernier...

2. Le capitalisme et l'économie de marché se sont imposés, bon gré mal gré, dans la plupart des pays

Même si une large majorité de l'opinion publique mondiale redoute le déclenchement d'une nouvelle crise et que la récession fait encore cruellement ressentir ses effets dans de nombreux pays interrogés, cela ne se traduit pas, sauf exception, par une critique en règle du système dominant.

Ainsi dans les pays émergents (Chine, officiellement communiste, en tête, la conversion étant spectaculaire...) mais aussi en Australie, aux USA et dans la fraîchement convertie Pologne, une majorité absolue de la population estime que le tandem économie de marché/capitalisme fonctionne plutôt bien et qu'il faut le conserver. La proportion de personnes pensant qu'il fonctionne mal et qu'il faut abandonner ce système atteint au plus 13% aux USA et 15% en Pologne (mais 3% seulement en Chine !), environ un tiers de l'opinion publique de ces pays se rangeant dans la catégorie des soutiens résignés en estimant que ce système « fonctionne plutôt mal mais qu'il faut le conserver car il n'y a pas d'autre alternative ».

Ces soutiens « résignés » sont présents davantage en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux Pays-Bas où ils représentent entre 38% et 45% de l'opinion, soit une masse s'équilibrant avec les soutiens acquis au système (42% à 46%), les adeptes de la rupture avec le capitalisme englobant 20% de la population hollandaise mais seulement 10% et 12% de celle de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. A noter pour cette dernière, des différences significatives entre l'Est et l'Ouest : 48% des habitants des anciens Länder estiment ainsi que le système capitaliste fonctionne bien contre 36% seulement dans les nouveaux Länder de l'est.

Changement de décor complet dans l'Europe latine où les soubassements idéologiques du modèle capitaliste sont beaucoup moins solides et beaucoup plus étroits. Seuls 26% des Italiens et 15% de nos compatriotes estiment en effet que l'économie de marché et le capitalisme fonctionnent plutôt bien et qu'il faut donc les conserver. La grande majorité (52% des deux côtés des Alpes) se classe dans la catégorie des résignés quand une forte minorité, 22% en Italie et 33% en France (soit là encore un « record » parmi les dix pays testés), penchent pour l'abandon de ce modèle.

L'analyse des réponses selon la sympathie partisane des interviewés fait ressortir, comme on peut le voir dans le tableau suivant, les spécificités françaises (et dans une moindre mesure, italiennes). Notre pays est ainsi le seul où d'une part la majorité des électeurs sociaux-démocrates est pour l'abandon du modèle libéral et d'autre part, les sympathisants de droite ne sont pas majoritairement des soutiens convaincus de ce modèle.

Le jugement sur le système capitaliste et l'économie de marché

	Sympathisants sociaux-démocrates			Sympathisants de droite		
	Il s'agit d'un système qui fonctionne plutôt bien et qu'il faut conserver	Il s'agit d'un système qui fonctionne plutôt mal mais qu'il faut conserver car il n'y a pas d'autre alternative	Il s'agit d'un système qui fonctionne mal et qu'il faut abandonner	Il s'agit d'un système qui fonctionne plutôt bien et qu'il faut conserver	Il s'agit d'un système qui fonctionne plutôt mal mais qu'il faut conserver car il n'y a pas d'autre alternative	Il s'agit d'un système qui fonctionne mal et qu'il faut abandonner
Usa	55%	32%	13%	63%	28%	9%
Allemagne	48%	46%	6%	66%	30%	4%
Grande-Bretagne	40%	44%	16%	57%	41%	2%
Italie	15%	70%	15%	45%	44%	11%
France	4%	44%	52%	32%	62%	6%

Par delà cette spécificité idéologique propre à la France, on constate néanmoins une corrélation assez étroite entre la perception de la situation économique actuelle du pays et son rapport au système capitaliste. Ainsi, les pays parmi les plus optimistes quant à leur situation économique (Chine, Brésil et Australie) sont aussi ceux qui jugent le plus positivement le système capitaliste, quand ses principaux détracteurs (France et Italie) se recrutent parmi les populations estimant être toujours en pleine crise. Néanmoins, des exceptions relatives à des facteurs culturels existent à cette loi. Alors que la morosité américaine n'a rien à envier au pessimisme français et italien, ce

pays affiche un soutien convaincu au modèle capitaliste. A l'inverse, l'Allemagne, pour laquelle la sortie de crise est pourtant la plus palpable, opte pour une attitude plus réservée vis-à-vis de l'économie de marché.

3. Un rapport à la mondialisation ambivalent

Parallèlement au rapport au capitalisme et à l'économie de marché, nous avons voulu creuser un autre aspect plus récent mais au moins aussi structurant du système économique en vigueur : la globalisation. Sur cette question également, une hiérarchie se dessine semblable à celles évoquées précédemment. Toutefois le rapport « au grand large » fait l'objet de clivages spécifiques.

Sans surprise, les deux pays émergents, Chine en tête, sont les plus réceptifs au principe de la mondialisation, on voit toutefois se glisser dans ce peloton de tête, la Pologne (nouvellement convertie) mais également l'Italie et les Pays-Bas, deux pays à forte tradition marchande et exportatrice. La puissance exportatrice n'est pas pour autant le critère déterminant comme le montre le cas de l'Allemagne dont la réussite commerciale se donne à voir sur les marchés mondiaux mais dont la population observe avec une certaine crainte l'intensification des échanges. Une partie de l'opinion publique allemande (27%, soit la plus forte proportion dans les dix pays testés) estime ainsi que le développement des échanges internationaux est plutôt une mauvaise chose pour leur pays. On retrouve quasiment la même proportion aux Etats-Unis, pays où l'écart entre les réponses « plutôt une bonne chose » et « plutôt une mauvaise chose » est le plus faible (13 points contre 23 points en Allemagne, 37 points en France ou 53 points d'écart en Grande-Bretagne par exemple). Cela signe une forte aspiration protectionniste dans une Amérique qui se perçoit encore en pleine crise.

Par delà les variations, le rapport à l'ouverture est aussi dicté par la position dans l'échelle sociale. Comme on peut le voir ci-dessous, dans un certain nombre de pays de la vieille Europe ainsi qu'en Australie, les catégories populaires sont plus critiques que les catégories professionnelles supérieures sur les bienfaits du développement des échanges internationaux.

L'impact du développement des échanges « plutôt une bonne chose » (%)

	Catégories socioprofessionnelles supérieures	Catégories socioprofessionnelles inférieures
Grande-Bretagne	63	55
Australie	62	54
France	61	49
Allemagne	55	43
Etats-Unis	40	37

4. Une vision de l'économie de marché fortement corrélée au jugement sur la position de son pays dans la compétition mondiale

L'économie mondiale se relève lentement d'une récession d'une ampleur historique provoquée par l'éclatement d'une bulle financière mondiale. L'onde de choc de la bulle initiale et de la crise s'est fait sentir dans pratiquement tous les pays. Après avoir connu son plus fort recul en plus de 70 ans, le commerce mondial a rebondi en 2010 et a progressé cette année-là de 9,5%, selon les économistes de l'OMC. Mais la reprise s'est faite à vitesse et à niveau variables selon les pays, ce qui a contribué à accélérer la redistribution des cartes en termes de positionnement dans la compétition internationale. Sur ce point, les différentes communautés nationales font preuve de lucidité s'agissant de la place de leur pays respectif dans la compétition mondiale. Les populations des pays dont les stratégies économiques sont tournées vers l'extérieur (où les exportations représentent plus de 40% du PIB) ont le sentiment d'être en position de force dans la compétition économique. A l'inverse, les pays toujours englués dans les effets de la crise, se montrent plus pessimistes.

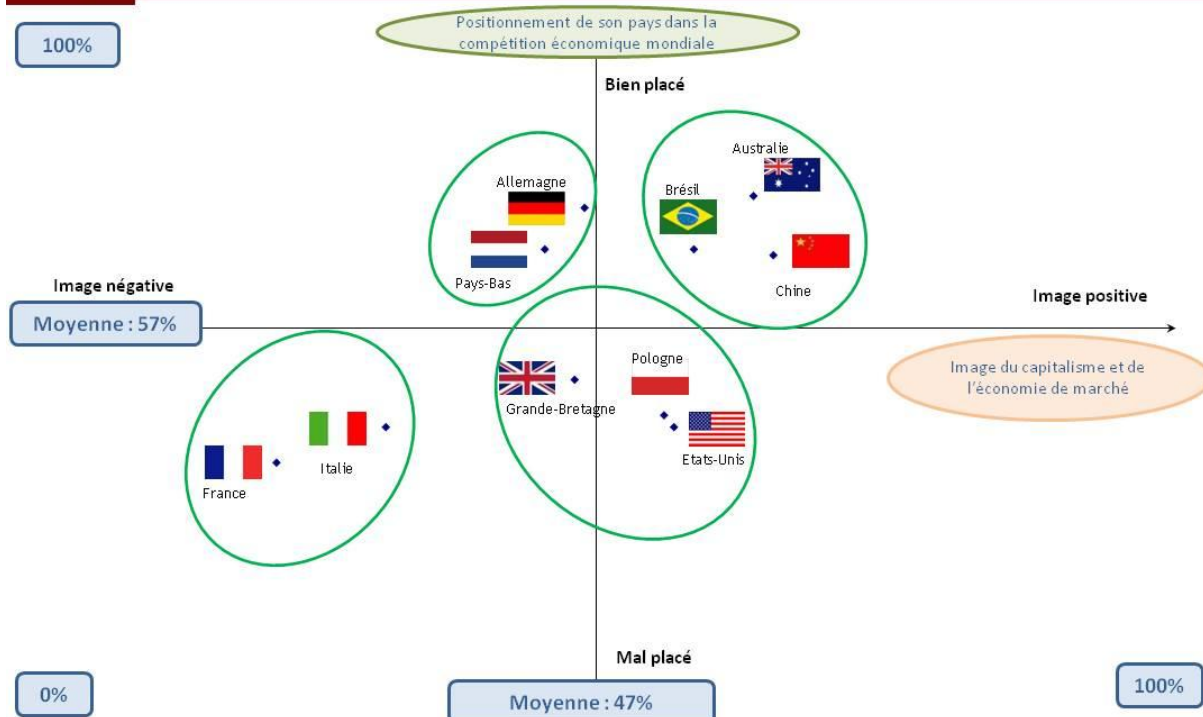
Ainsi, l'Australie, qui poursuit son intégration dans la zone pacifique et l'Allemagne, dont la politique de rigueur drastique imposée sous Schröder et poursuivie par la Chancelière allemande a porté ses fruits comme l'atteste les 3,3% de croissance du PIB en 2010, apparaissent bien placées dans la compétition mondiale pour plus de trois quarts de leurs habitants respectifs. Au Brésil, pays placé parmi les vingt premiers exportateurs mondiaux, aux Pays-Bas, où Rotterdam tient toujours la place de plus grand port européen et en Chine qui a réussi à s'implanter sur tous les marchés mondiaux, l'optimisme prime également (entre 69% et 70% des personnes interrogées estiment que leur pays est bien placé dans la compétition mondiale). En revanche, les Américains et les Italiens (40%) se montrent plus réservés sur la position de leur pays respectif et les Français sont empreints d'un fatalisme profond avec seulement 34% d'entre eux qui considèrent que la France dispose d'atouts pour lutter dans la compétition mondiale. S'agissant de nos compatriotes, la prise de conscience apparaît récente dans la mesure où, en décembre 2006, quelques mois avant l'élection présidentielle et deux ans avant le début de la crise, la moitié d'entre eux estimait encore que l'Hexagone était bien placé dans la compétition mondiale. La prise de conscience d'un déclin progressif de la cinquième puissance économique mondiale semble se généraliser et contribue sans conteste à la morosité ambiante qui règne en France.

Afin d'affiner l'analyse de l'impact de la crise et de la mondialisation sur les perceptions, nous avons croisé certaines données pour aboutir à une typologie (voir ci-après). Les résultats montrent que la culture des différents pays impactent tout autant que les perceptions sur la santé des économies nationales. Ainsi, quatre familles se distinguent par leur positionnement dans la compétition économique et leur rapport au système capitaliste.

- Les « biens portants » : ce groupe composé des trois pays tournés vers d'autres marchés que celui de l'Europe et des Etats-Unis et ayant bénéficiés d'une croissance dynamique en 2010 sont sortis sans trop de heurts de la crise tant en termes économiques que politiques.

Les populations des pays émergents – le Brésil (7,5% de croissance en 2010) et la Chine (10,5%) – mais également les Australiens, dont les échanges soutenus avec l'Asie et en particulier avec la Chine, participent à la bonne santé économique de ce continent, épousent les principes du capitalisme et se considèrent comme des acteurs puissants de ce système.

- Les « sceptiques » : l'Allemagne et les Pays-Bas, économies européennes les plus ouvertes sur le monde, sont atteints d'un certain scepticisme à l'égard de l'économie de marché tout en estimant être en position avantageuse dans la compétition mondiale. Ces données montrent que malgré une reprise économique reconnue (surtout en Allemagne), ces pays européens ont été impactés par la crise économique et sociale relancée par le krach financier de l'automne 2008 qui a mis en lumière les fragilités des sociétés post-industrielles et développé un profond malaise dans les couches populaires touchées au premier chef par le chômage, les délocalisations et les problèmes de pouvoir d'achat. Les interrogations de pans entiers de nos sociétés par rapport aux vertus de l'ouverture que celle-ci soit économique (la globalisation) ou politique (la construction européenne) entrent en résonance avec ces doutes sur les bienfaits de la globalisation.
- Les « dévots » : les Américains, les Polonais et dans une moindre mesure les Britanniques, se caractérisent par une croyance forte dans les vertus du système capitaliste en raison d'une histoire qui leur est propre et en dépit d'un positionnement dans le système globalisé jugé fragile. Le modèle du « self made man » toujours en vigueur aux Etats-Unis, quarante années d'économie planifiée en Pologne, participent encore au soutien majoritaire des opinions de ces pays à l'économie de marché.
- Les « déprimés » : la France et l'Italie se retrouvent ici encore pour déplorer la position de leur pays dans la compétition mondiale et pour contester dans le même temps massivement le système qui régit nos économies développées.



5. L'émergence des pays de la zone « BRIC », à forte croissance économique est perçue comme une véritable menace pour les pays fragilisés par la crise et une opportunité relative pour les pays très exportateurs

Les émergents asiatiques, Chine et Inde, ont illustré par leur forte présence au Sommet de Davos de janvier 2011, le glissement du pouvoir économique mondial vers l'Asie. Même si les Chinois se sont montrés coopératifs en acceptant de contribuer dans le cadre du G20 à un meilleur équilibre mondial des échanges et des investissements en promettant d'augmenter les importations chinoises dans le cadre d'un rééquilibrage tant attendu de l'économie mondiale, leur émergence est souvent présentée comme une menace pour les économies des pays développés. Sur ce sujet également, des lignes de fractures se font jour.

Les quatre pays estimant que leur position dans la compétition internationale est plus que fragile tendent ainsi à considérer que la forte croissance des grands pays comme l'Inde ou la Chine constitue une grave menace pour les entreprises et les emplois nationaux, que ce soit en France (57%), aux Etats-Unis (55%), en Pologne (53%), en Italie (50%) et dans une moindre mesure en Grande-Bretagne (48% contre 36% qui considèrent cette croissance comme une opportunité). Cette crainte est probablement renforcée aux Etats-Unis par une culture protectionniste tenace et en France, par le spectre des délocalisations. A l'inverse, les pays plus à même de profiter de l'augmentation du nombre de consommateurs à travers le monde se montrent plus enthousiastes. Une courte majorité d'Allemands et d'Australiens accueille positivement l'arrivée de nouveaux pays à forte croissance dans les échanges mondiaux. Toutefois un taux non négligeable de nationaux (45% dans les deux pays) appréhende les effets de cette ouverture qui pourrait, sous

prétexte de faire face à la concurrence, impacter les salaires ou les politiques sociales nationales ou tout simplement parce que le développement fulgurant des pays émergents fait craindre à terme le déclin des économies occidentales. En revanche aux Pays-Bas, sortis de la récession grâce à la reprise des échanges internationaux, la forte croissance des pays comme la Chine et l'Inde est envisagée comme une formidable source d'opportunités pour la conquête de nouveaux marchés par une majorité des habitants (51% contre 23% qui se disent sceptiques).

6. Un désir partagé de régulation du système économique mondial

Depuis 2008, communiqué après communiqué, les dirigeants du G20 tentent de définir les traits d'une régulation financière mondiale après s'être entendus lors du déclenchement de la crise sur l'idée que « tous les marchés, tous les acteurs et tous les pays doivent être régulés ». Le G20 s'est ainsi engagé à mettre en place des normes comptables convergentes, à refondre le contrôle des banques et des agences de notation, à surveiller les institutions financières systémiques, à réguler les marchés et la rémunération des opérateurs de marché. Dans tous les pays testés, les mesures de régulation proposées recueillent des taux d'adhésion très importants, illustrant la convergence des opinions internationales et leur soutien à un encadrement plus strict des règles du libre échange.

Une fois encore les pays de l'Europe du Sud adhèrent massivement au principe de régulation, neuf Italiens et Français sur dix sont favorables à une taxation des produits de pays qui ne respectent pas les conditions minimales de dignité des salariés ou qui pratiquent le dumping social, fiscal ou environnemental. En France (56%) comme en Italie (64%) une large majorité des personnes interrogées se dit même « très favorables » à cette mesure, position qui fait écho à leur critique du capitalisme et de l'économie de marché. En revanche, les Pays du Commonwealth et les Etats-Unis présentent les scores d'adhésion les plus « faibles » avec néanmoins deux tiers de leur opinion nationale qui se disent favorables à une taxation des produits sur critères sociaux et fiscaux (64% à 65%). Avec des scores aussi élevés, la question de la taxation des produits ne relève plus d'un clivage idéologique et marque le déclin des théories de la droite libérale (ultra-libérale pour certains). En effet, en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis les écarts d'adhésion entre les sympathisants de droite et de gauche, sont très faibles comme le montre le tableau ci-dessous. L'Allemagne se distingue légèrement dans la mesure où un écart de 16 points sépare les scores enregistrés auprès des sympathisants du SPD et des sympathisants du parti d'Angela Merkel. Toutefois, dans ce pays également, l'adhésion à la taxation des produits ne respectant pas certaines normes sociales et environnementales reste ultra majoritaire.

L'adhésion à la taxation des produits qui ne respectent pas les conditions minimales de dignité des salariés ou qui pratiquent le dumping social, fiscal ou environnemental (% TOTAL favorable)

	Sympathisants socio-démocrates	Sympathisants de droite	Ecart (en points)
France	95%	90%	-5
Allemagne	87%	71%	-16
Etats-Unis	69%	64%	-5
Grande-Bretagne	67%	64%	-3

Concernant la lutte contre les OPA, proposition qui recueille une adhésion majoritaire (entre 56% et 70%), la hiérarchie se modifie quelque peu. Confrontées à un sujet plus complexe et surtout du fait de législations hétérogènes qui encadrent les offres publiques d'achat, notamment en Europe, les opinions nationales semblent moins catégoriques sur ce sujet (elles ne dépassent pas les 32% de « très favorables »). La France et l'Allemagne, qui ont chacune de leur côté adopté des mesures visant à prévenir les OPA étrangères sur les industries stratégiques à une époque où les menaces de prise de contrôle hostiles se multipliaient, défendent davantage la mise en place de mesures qui s'apparentent à du « protectionnisme économique » (respectivement 70% et 69%). Les Etats-Unis se trouvent en bas du tableau avec 56% d'adhésion, dans un pays qui a pourtant mis en place dès les années 80 un certain nombre de dispositifs pour protéger les entreprises américaines.

L'enquête de l'IFOP montre à quel point le fossé se creuse entre les opinions des vieux pays industrialisés et celles des pays émergents, comme la Chine et le Brésil. Dans un contexte où la Chine et l'Inde, mais aussi d'autres Etats du G20 comme la Turquie, le Brésil ou l'Indonésie manifestent leur capacité à exprimer, à faire valoir avec assurance et imposer leurs intérêts sur la base d'économies nationales plus stables, croissantes et aux structures rajeunies, le risque de déclin pour les puissances européennes est réel. Coincés entre leur impuissance à imaginer une stratégie à long terme et leur obsession à préserver des intérêts à court terme, les hommes politiques européens se montrent incapables d'établir une conception claire d'un nouveau système mondialisé et laissent courir une vision selon laquelle la Chine et l'Inde seraient de vastes marchés d'exportations et d'immenses réservoirs de main-d'œuvre nourrissant la crainte auprès des communautés nationales de se voir écraser par ces géants. A partir de ce constat, deux postures se dessinent : une vision positive, portée par les pays très exportateurs (Pays-Bas et Allemagne) qui misent sur l'ouverture progressive de nouveaux marchés à leurs produits, et une vision négative, protectionniste, soutenue par les pays (France, Italie et Etats-Unis) encore fortement fragilisés par la crise de l'automne 2008, qui tendent à protéger coûte que coûte leurs entreprises et leurs économies de changements inéluctables.

Jérôme Fourquet

Directeur adjoint du département opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop

Sarah Alby

Chargée d'études dans le département opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop